



◀ Repas de quartier à Barcelone

Les solidarités directes : reconstruire une solidarité "par le bas" ?

Le cas de la Grande-Bretagne

Dans un contexte marqué par la crise, le démantèlement des services publics et le recul de l'Etat providence, de nouvelles formes de solidarité semblent émerger un peu partout autour du globe. Plus ancrées sur les territoires, moins centralisées, plus concrètes et directes, ces expériences sont porteuses d'espoir... mais aussi de craintes. Le cas de la Grande-Bretagne est à ce titre assez symptomatique.

RECONSTRUIRE LE PACTE SOCIAL PAR LE bas : tel est le mot d'ordre de l'organisation non gouvernementale (ONG) britannique *Participle*. Persuadée que les innovations en matière de solidarité viendront de la base, elle expérimente depuis le milieu des années 2000 des dizaines d'actions locales dans des domaines aussi variés que la prise en charge des personnes âgées, le soutien scolaire, l'accès à l'emploi, la formation professionnelle ou encore l'accès à la santé. Son *leitmotiv* : il est possible, dans chacun de ces domaines, de faire beaucoup mieux avec moins, en mobilisant des fonds privés et publics, certes, mais aussi (et surtout) en s'appuyant sur des réseaux de citoyens.

Southwark Circle en est un exemple symptomatique. Dans un quartier de Londres, l'initiative a permis de construire des réseaux d'entraide avec les personnes âgées. Chaque habitant volontaire est ainsi

potentiellement mis à contribution pour accompagner les seniors dans leurs démarches quotidiennes, afin d'accroître leur autonomie et leur permettre de rester chez eux. Aide au jardinage ou aux tâches ménagères, transport de courses, restauration, conseils, formations et animations diverses... Pour un coût d'adhésion de 20 à 40 £ par an, les bénéficiaires ont ainsi accès à un numéro de téléphone qu'ils peuvent solliciter à tout moment lorsqu'ils ont besoin d'aide ou de conseil. Un calendrier d'activités régulièrement mis à jour est également consultable sur internet ou disponible par envoi postal. Les prix très bas des services sont rendus possibles par l'absence d'investissement lourd : les activités ont lieu chez les membres du cercle, les déplacements sont assurés par covoiturage, etc. Interrogée, une participante témoigne avec enthousiasme : "*Nous avons vu qu'utiliser des ressources limitées pour stimuler la vie sociale permet d'accroître les ressources disponibles.*"



Richard Radshaw

◀
Solidarité
intergénérationnelle

▶
La maison des Babayagas est un lieu de vie pour des femmes âgées, auto-gérées, citoyennes solidaires, laïques et d'orientation écologique.

Car "le temps et le talent des amis, des voisins et des familles vont bien au-delà de la simple réponse à des besoins matériels (1)".

Le succès aidant, l'expérience a été ensuite reproduite dans d'autres collectivités britanniques. Car pour *Participle*, l'objectif est bien de réinventer la solidarité à partir des communautés : d'abord en imaginant et en testant de nouvelles formes d'entraide fondées pour partie sur le bénévolat ; puis en démultipliant celles qui fonctionnent le mieux dans l'ensemble du pays, afin de remplacer l'Etat providence centralisé par un réseau de communautés d'entraides.

RÉINVENTER LA SOLIDARITÉ DU 21^E SIÈCLE...

Ce mouvement de l'innovation sociale intéresse aujourd'hui de nombreux observateurs. Dans un contexte de recul des Etats doublé d'une crise du capitalisme, l'idée qu'un changement de modèle pourrait surgir "par le bas" a en effet de quoi séduire. Par exemple, la *Paris Tech Review* voit dans cette dynamique d'innovation sociale "l'invention, aux marges du modèle central, de l'économie de demain" à l'instar par exemple des "caisses mutuelles de solidarité, fondées par les ouvriers du 19^e siècle, qui furent les matrices des systèmes de sécurité sociale (2)". On retrouve également ce discours enthousiaste du côté des militants de l'innovation sociale, comme Hubert Guillaud, pour qui cet ensemble de démarches doit être vu comme "un moyen de refaire société et de redynamiser la relation entre pouvoirs publics et citoyens (3)". De ce point de vue, le mouvement de l'innovation sociale ne va pas sans rappeler le réseau des Villes en transition, bien connu des lecteurs de *Silence*, qui propose lui aussi d'enclencher une mutation des sociétés occidentales en commençant par le bas, c'est-à-dire en mobilisant les communautés

locales dans des projets de sobriété énergétique. Ce qui suppose aussi une prise en charge plus locale et plus directe de la solidarité, d'où une tendance des deux mouvements à se rapprocher .

... OU LÉGITIMER LE DÉMANTÈLEMENT DE L'ETAT PROVIDENCE ?

Mais les critiques commencent toutefois à se faire entendre. Car l'idée de remplacer l'Etat providence par un réseau de solidarités locales faisant appel aux fonds privés et au bénévolat a de quoi séduire également les plus libéraux. En Grande-Bretagne, le gouvernement conservateur de David Cameron a ainsi lancé un vaste programme pompeusement nommé "*The Big Society*". Doté de fonds publics et privés, le projet s'inscrit dans la droite ligne de l'ambition affichée par l'ONG *Principle* : il s'agit dans un premier temps d'expérimenter localement des projets liés à la prise en charge des personnes âgées, au soutien scolaire, à la formation professionnelle ou encore à la santé, avant de les démultiplier sur l'ensemble du territoire en transférant les moyens financiers à des ONG sélectionnées sur appel d'offre.

Ainsi redéfinie par les libéraux, l'innovation sociale, avec son lot de "solidarités concrètes", pourrait alors devenir une arme idéologique redoutable . Car sous ses atours de démarche citoyenne et décentralisée, fondée sur une prise en charge plus directe et citoyenne de la solidarité, elle permet également de légitimer le démantèlement d'un Etat providence présenté comme décidément trop obsolète et centralisé.

Entre espoirs d'innovations et craintes de récupération, le chemin qui mène à une réinvention de la solidarité "par le bas" s'annonce aussi passionnant que périlleux !

A. B. ■

(1) "Social Innovation : Let's hear those ideas", *The Economist*, 12 août 2010

(2) "Innovation sociale : l'économie de demain ?", *ParisTech Review*, revue en ligne, article mis en ligne le 16 décembre 2011 : www.paristechreview.com/2011/12/16/innovation-sociale-economie-demain/

(3) Guillaud H., *Comprendre l'innovation sociale*, Publie.net, Paris, interview mise en ligne le 23 novembre 2011 : <http://lien-social.blogspot.fr/2011/11/comprendre-linnovation-sociale-par.html>

(4) A ce propos, lire l'interview de Nick Remple par Rob Hopkins, sur le site transitionnetwork.org : www.transitionnetwork.org/blogs/rob-hopkins/2014-01/nick-temple-scaling-social-innovations

(5) A ce propos, lire : Chabal E., 2012. "L'innovation sociale à l'anglaise : de la 'New Britain' à la 'Big Society'", *Chantiers Politiques* n° 9, pp. 61-71.



La question des retraites dans une société sans croissance : le point de vue de Jean Gadrey

DANS SON OUVRAGE INTITULÉ *ADIEU À LA croissance*, Jean Gadrey consacre un chapitre à la question des retraites. L'auteur constate d'emblée que "les divers scénarios de financement des retraites d'ici à 2050 supposent presque tous (...) une croissance économique infinie". L'idée arrange en effet tout le monde, car "si le gâteau grossit, on peut en distribuer une plus grande part aux retraités, dont le nombre relatif augmente, sans rien retirer à personne". Malheureusement, ce scénario de croissance infinie ne peut plus être sérieusement imaginé : il faut donc réfléchir différemment à la question des retraites. Là encore, partage des richesses et réduction des inégalités sont considérés comme les éléments de base de toute réflexion. Les économistes d'ATTAC (2010) rappellent par exemple qu'une manière de compenser le déficit des retraites pourrait consister à soumettre à cotisation les dividendes, puisqu'une partie non négligeable des gains de productivité ont servi à augmenter la part de rémunération du capital, au détriment du travail, depuis le début des années 1980. "Mais, ajoute Jean Gadrey, il faut aussi développer des services hors logique marchande, (santé, culture et sport, transports collectifs...) et l'accès à des richesses non économiques (liens sociaux, participation citoyenne, richesses naturelles...) pour fonder le 'bien vivre' des retraités dans un monde soutenable."

Jean Gadrey propose "quelques pistes pour raisonner autrement. Il faudrait :

- privilégier les ingrédients du 'bien vivre' des retraités dans une société soutenable ; (...) l'association Babayagas

milite pour des modes de vie fondés sur quatre piliers, qui sont leurs 'produits de haute nécessité' : autogestion, solidarité, citoyenneté et écologie. Cela implique certes des ressources financières, mais de façon sobre et partagée (...)

- fixer un revenu maximum pour tous les citoyens, actifs ou retraités, défini comme multiple raisonnable d'un revenu minimum décent (...)

- réfléchir à la fois au financement des pensions et à celui de services collectifs gratuits ou fortement subventionnés (...) dédiés à l'amélioration de la qualité de vie des seniors (...)

- produire des richesses et des valeurs économiques autrement, sans croissance quantitative (...) avec une progression de la qualité et de la durabilité, sources de valeur ajoutée et d'emplois. (...) Or le plein-emploi est un atout majeur pour le financement des retraites ;

- maintenir le droit à une retraite de bonne qualité à 60 ans. (...) La retraite à 60 ans est un outil majeur (...) de partage du temps de travail (...)

- dresser un bilan des dizaines de milliards récupérables annuellement sans croissance quantitative en prenant l'argent là où il est, en particulier dans l'excès de profits (...)

- enfin, intégrer dans le raisonnement une piste oubliée : celle de l'égalité des femmes et des hommes devant l'emploi de qualité et devant les salaires. (...) Tendre vers l'égalité professionnelle des femmes et des hommes serait une énorme source de richesses économiques, avec à la clé des emplois socialement utiles. Cela permettrait d'ajouter plusieurs dizaines de milliards d'euros au financement de la protection sociale, selon l'estimation proposée par Christiane Marty." (Gadrey, 2010)

A. B. ■